

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

---

## Recruter en Contrat de Professionnalisation

- **Développer votre compétitivité**
  - **Assurer l'avenir de votre entreprise**
    - **Renforcer les compétences** au sein de vos équipes



## LE CONTRAT DE TRAVAIL

<b>LE CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation continue <b>alternant</b> formation pratique en entreprise et formation théorique en centre de formation</li> <li><b>C'est un contrat de travail de droit privé.</b></li> <li><b>Le contrat</b> est conclu entre l'employeur et le salarié pour la durée de la formation : <ul style="list-style-type: none"> <li>en CDD : de 6 à 12 mois selon la période de l'alternance.</li> <li><b>ou</b> en CDI : le contrat débute par la période en alternance de 6 à 24 mois maximum. A l'issue de cette période, le contrat se poursuit en CDI de droit commun du travail.</li> </ul> </li> </ul>
<b>DURÉE DU CONTRAT</b>  <b>PÉRIODE PROBATOIRE OU D'ESSAI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrat conclu <b>pour la durée de la formation</b>. Cependant, il peut démarrer 2 mois avant la date de début de la formation.</li> <li>Période d'essai d'un mois pour un contrat de plus de 6 mois. Le contrat peut être rompu par l'employeur ou l'alternant sans motif durant cette période. Un préavis dont la durée varie selon l'ancienneté doit être respecté.</li> </ul>
<b>LE PUBLIC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Titulaires des prérequis liés à la formation visée</li> <li>Jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus</li> <li>Les 26 ans et plus doivent être inscrits comme demandeurs d'emploi</li> <li>De nationalité d'un des pays de l'Union Européenne</li> <li>Les étudiants de nationalité étrangère (hors UE) peuvent conclure un contrat de professionnalisation <b>après la première année de leur séjour en France</b>. L'autorisation de travail est accordée de droit aux étudiants ayant une autorisation de séjour valide (Articles R.5221-2 et R5221-7 du Code du travail).</li> <li>Cette autorisation de travail n'est pas accordée de droit aux étudiants/futurs alternants de nationalité algérienne. Ils doivent avoir demandé et obtenu l'autorisation de travail <b>avant</b> la date de début du contrat.</li> </ul>
<b>LES ENTREPRISES PRIVÉES</b>  <b>OU DU SECTEUR PUBLIC INDUSTRIEL ET MARCHAND</b>	<p>Elles doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>s'engager</b> à donner une formation correspondant au diplôme préparé</li> <li>faire <b>encadrer l'alternant</b> par un tuteur d'entreprise</li> </ul> <p>Il doit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation visé, et ne pas être tuteur de plus de 3 salariés. L'employeur peut assurer lui-même le tutorat de 2 salariés maximum s'il remplit les conditions de qualification et d'expérience.</p>
<b>RÉMUNÉRATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'entreprise s'engage à verser un <b>salaire mensuel</b> à l'alternant qu'il soit en entreprise ou en centre de formation. <b>En cas d'absence de l'alternant non justifiée</b> en entreprise et/ou centre de formation, l'employeur est en droit de faire une retenue sur salaire</li> <li>La rémunération varie en fonction de l'âge et du titre ou diplôme <b>initial</b> de l'alternant (niveau inférieur ou supérieur au Bac).</li> </ul>

Salaire en pourcentage du SMIC ou du Salaire Minimum Conventionnel (SMC) si plus favorable		
Age	Baccalauréat général <b>ou</b> diplôme ou titre professionnel inférieur au Bac (salaire de base)	Diplôme <b>professionnel</b> égal ou supérieur au Bac <b>ou</b> diplôme de l'enseignement supérieur (salaire majoré)
<b>Moins de 21 ans</b>	55% du Smic*	65 % du Smic*
<b>21 à 25 ans</b>	70% du Smic*	80 % du Smic*
<b>26 ans et plus</b>	100 % du Smic ou 85 % de la rémunération conventionnelle sans pouvoir être inférieure à 100 % du Smic	

L'OPCO (Opérateur de compétences) est seul compétent pour valider le contrat.

## LES AIDES INCITATIVES

<b>RÉDUCTION GÉNÉRALE DES COTISATIONS PATRONALES SUR LES BAS SALAIRES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La réduction générale s'applique aux cotisations patronales d'assurances sociales (maladie, maternité, invalidité, vieillesse-décès), aux cotisations d'allocations familiales, d'accidents du travail, à la contribution du Fnal et à celle de la solidarité autonomie. Cette réduction s'applique au titre des rémunérations n'excédant pas 1,6 Smic par an.</li> <li>Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la réduction générale de charges s'étend aux cotisations patronales de retraite complémentaire légalement obligatoires du régime unifié Agirc-Arrco et à la contribution patronale d'assurance chômage.</li> </ul> <p>Plus d'informations en un clic : <a href="#">Exonération - URSSAF</a></p>
<b>AIDES VERSÉES PAR FRANCE TRAVAIL POUR L'EMBAUCHE D'UN DEMANDEUR D'EMPLOI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>De 26 ans à 44 ans : aide forfaitaire à l'employeur (AFE) plafonnée à 2 000 € pour un temps plein sous certaines conditions.</li> <li>De 45 ans et plus : aide de l'Etat à l'embauche plafonnée à 2 000 € pour un temps plein. Cette aide est cumulable avec l'AFE versée par France Travail (soit un total de 4 000 €).</li> <li>L'AFE est versée en 2 échéances par France Travail à la fin du 3<sup>ème</sup> mois et du 10<sup>ème</sup> mois d'exécution du contrat.</li> </ul> <p>L'employeur doit envoyer le formulaire de demande de l' AFE à France Travail au plus tard 3 mois après la date de début du contrat. Pour en savoir plus : <a href="#">Aides de France Travail pour l'embauche de demandeurs d'emploi en contrat de professionnalisation</a></p>
<b>AUTRES AIDES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aides de l'AGEFIPH pour l'embauche d'une personne en situation de handicap (<a href="http://www.agefiph.fr">www.agefiph.fr</a>)</li> <li>Non prise en compte dans les effectifs de l'entreprise</li> <li>Pas d'indemnité de fin de contrat à verser</li> </ul>
<b>FINANCEMENT DE LA FORMATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possibilité d'une prise en charge partielle ou totale du coût de la formation, de l'évaluation et de l'accompagnement par l'OPCO.</li> <li>Possibilité d'une indemnité d'exercice de la fonction tutorale. Se rapprocher de l'OPCO.</li> </ul>



## POUR ALLER PLUS LOIN EN 1 CLIC...

- [Le portail du ministère du travail](#)
- [Le portail de l'alternance](#)

## ... RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Site d'Auch : 05 62 61 63 07  
Site de Castres : 05 63 62 15 88  
Site de Toulouse : 05 61 55 66 30

**UNIVERSITÉ DE TOULOUSE - Établissement Public Expérimental**  
**Mission Formation Continue et Apprentissage**